

## Migrations contraintes : une nécessaire humanité

*Serge Breysse* • Pour la Fondation Action Contre la Faim  
*Jean-Baptiste Richardier* • Pour la Fondation Handicap International

---

**N**ous nous sommes interrogés sur la valeur ajoutée pour *Alternatives Humanitaires* de plonger dans le débat foisonnant sur les migrants ou les populations en mouvement. La crise migratoire est, avant tout, une injonction au politique d'assumer des décisions à la hauteur comme a su le faire la chancelière allemande à l'été 2015. Mais elle défie également les acteurs humanitaires aussi bien que les chercheurs en sciences humaines et sociales, les universitaires et enseignants qui constituent le premier lectorat et la ressource praticienne et intellectuelle de la revue. Cet éditorial – et plus largement le dossier de ce nouveau numéro – se veut une contribution au dépassement, un appel à notre responsabilité commune d'éclairer cette situation, de mettre de la couleur et des nuances sur une histoire qui paraît de plus en plus grise.

Une récente table ronde coorganisée par *Alternatives Humanitaires*<sup>1</sup> a souligné combien, presque partout en Europe et au-delà, la disponibilité à l'accueil de populations forcées<sup>2</sup> à l'exil a régressé en comparaison d'exodes massifs qui ont marqué l'histoire depuis la Seconde Guerre mondiale ; des politiques déterminées avaient alors su entraîner la compréhension et le soutien de l'opinion. La situation d'aujourd'hui est bien différente et bien plus qu'une « crise migratoire », elle traduit une « crise des politiques migratoires », selon les termes d'une ONG historiquement en pointe sur les questions de l'accueil<sup>3</sup>. En dehors des prises de position des partis les plus populistes, les grands partis, encore majoritaires, ne proposent pas de positionnements clairs, traduisant lucidement des caps et des exigences collectives auxquelles les citoyens pourraient se rallier. Les gouvernements, confrontés chez eux à un climat social déjà lourd, agissent en réaction aux événements ; ils « naviguent à vue » pour décourager ou contrer, parfois avec violence, un afflux de migrants pourtant encore très loin de représenter une réelle menace pour les grands équilibres des pays de relocalisation éventuelle. Faute d'anticipation, de préparation de l'opinion par des explications audibles et de mobilisation des forces vives de la société civile, l'arrivée des exilés aux portes des pays les plus développés laisse tous les acteurs désemparés.

Ce constat reflète le traitement devenu habituel des conflits et des crises par les politiques et les médias, qui proposent une simplification grossière de la représentation des populations affectées et des groupes auxquels elles appartiennent. L'opposition manichéenne entre le Bien et le Mal rend difficile une lecture géopolitique compréhensible et porteuse de sens. Des classifications en zones géographiques ou en groupes armés, religieux, ethniques ou sociaux traduisent avant tout les intérêts globaux des donneurs d'ordres et prennent le pas sur le respect des populations civiles et des individus. Dès lors, des drones peuvent bombardier à l'aveuglette de larges zones « condamnées », où tout être vivant peut être considéré comme un ennemi ; on cible des hôpitaux

---

<sup>1</sup> Table ronde « Face aux migrations contraintes, l'humanitaire comme substitut aux défaillances politiques ? », organisée le 7 septembre 2016 dans le cadre du Forum mondial Convergences qui s'est tenu à Paris, du 5 au 7 septembre 2016. Pour plus de détails, voir à la suite de cet éditorial.

<sup>2</sup> L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) définit la migration contrainte, ou migration forcée, comme un mouvement migratoire dans lequel existe un élément de coercition, y compris des menaces sur la vie et les moyens de subsistance, qu'elles résultent de causes naturelles ou humaines.

<sup>3</sup> La Cimade, <http://www.lacimade.org>

## HUMANITARIAN ALTERNATIVES

au motif qu'ils sont situés dans ces zones ou auraient hébergé des combattants<sup>4</sup> ; on bombarde des convois d'aide humanitaire malgré des trêves âprement négociées<sup>5</sup>... Bref, on bloque l'aide aux populations ou bien on leur interdit d'accéder à l'aide. Les bavures, auxquelles on s'habitue, deviennent de classiques dommages collatéraux et la conscience collective y consent.

Ainsi la possibilité d'humanité se dissout ; la particularité de chacun dans sa complexité morale, religieuse ou politique se confond avec celle du groupe qui, dans les situations de conflit est un groupe armé, un belligérant réputé dangereux et partial qu'il est donc légitime de combattre. Les civils en tant que personnes, hommes, femmes ou enfants n'existent plus en tant qu'êtres humains. Devenus « transparents », ils fuient des combats dont ils sont les victimes, pour connaître la double peine d'être assimilés aux responsables des exactions commises et devoir endosser l'image d'envahisseurs qui viennent troubler l'ordre public, contourner les lois et mettre en péril les équilibres locaux ou mondiaux. Un « migrant » n'est plus qu'un parmi les milliers d'un troupeau indissociable, présenté dans des rapports et des articles de journaux comme un flux continu et forcément menaçant, qui nourrit les peurs archaïques, attise le feu des préjugés, ravive les sectarismes et justifie les pulsions xénophobes. Les personnes qui composent ce qui est présenté ou vécu par les sociétés d'accueil comme une « marée humaine » sont réduites à un problème social, politique et financier désincarné.

Les défaillances se situent aussi bien dans les politiques de développement et de règlement des conflits, dans les pays d'origine, que dans les politiques d'accueil des migrants. Pour faire face à cette situation, il est crucial de nourrir l'enthousiasme des réservoirs de solidarité de la société civile. Comme l'illustre l'attribution de la distinction Nansen pour les réfugiés 2016 à Efi Latsoudi et à Konstantinos Mitragas<sup>6</sup>, pour leur inlassable dévouement auprès des réfugiés arrivés en Grèce en 2015, les peurs et la colère peuvent céder la place aux murmures de celles et ceux qui refusent de s'abandonner à la méfiance et la haine. Ceux-là veulent tout simplement rester humains. Offrir une rationalité aux initiatives spontanées, les reconnaître et les encourager, c'est préserver leur engagement de l'hostilité d'un corps social désinformé et replié sur lui-même, c'est aider la société civile à dépasser la peur de l'étranger que les actes de terreur ont réussi à imposer, c'est puiser dans les ressources les plus lumineuses de l'être humain.

Cette ambition est d'autant plus nécessaire que le plus dur est à venir. Les conséquences humaines du réchauffement de la planète sortent enfin du déni, même si l'on se convainc encore volontiers que le pire est évitable ou que les pays développés seront épargnés. Les conséquences prévisibles s'expriment en hausse du niveau des océans plutôt qu'en populations impactées qui sont et seront, pourtant, contraintes de fuir leurs terres ou leur pays. Mais cela se passe encore bien loin... et chacun hésite entre peur et insouciance, dramatisation et soulagement au rythme d'informations trop souvent dénuées d'investigation.

Certes, il est difficile d'apprécier l'ampleur des mouvements de population présents et surtout futurs, mais nous savons déjà que les bouleversements climatiques exacerbent la pauvreté et les tensions là où les ressources sont les plus limitées. Ils menacent la sécurité alimentaire des populations là où leur dépendance au rythme des récoltes et aux écosystèmes locaux, combinée à

---

<sup>4</sup> Attaque de l'hôpital de Médecins Sans Frontières à Kunduz, Afghanistan, en octobre 2015. Depuis, d'autres attaques ont eu lieu, comme au Yémen en août 2016, toujours contre un hôpital MSF.

<sup>5</sup> En référence aux trente et un camions de l'ONU et du Croissant-Rouge syriens détruits en Syrie en septembre 2016, alors qu'ils allaient soulager les populations d'Alep.

<sup>6</sup> Distinction reçue au nom de l'Équipe hellénique de Secours: <http://www.unhcr.ca/fr/news/la-distinction-nansen-pour-les-refugies/> Voir également à la rubrique Culture de ce numéro, l'hommage rendu à la société civile grecque par Barbara Hendricks, ambassadrice honoraire du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

## HUMANITARIAN ALTERNATIVES

une forte croissance démographique et à la précarité des infrastructures, est la plus forte. Le recul inéluctable de l'accès à l'eau, à l'assainissement, à la santé, à l'éducation et à l'habitat sont des facteurs de crises qui mettent à mal la résilience, cette surprenante capacité des populations à faire face à la précarité et sur laquelle, à court de solutions, les politiques d'aide s'appuient dans une troublante unanimité.

Une chose est certaine, il n'y aura pas de salut solitaire des pays du Nord, retranchés dans une vaine prospérité, misant sur la permanence de leur supériorité technologique et économique, « bunkerisés » derrière des frontières de murs et de barbelés, demain électrifiés ou érigés de miradors lourdement armés... La politique de fermeture des frontières et de traque des passeurs est une impasse tragique, coûteuse en vies humaines dévastées, en sentiment de honte collective et en ressentiments. Les pays qui y ont recours pour se protéger n'auront rien à gagner des inévitables déstabilisations des pays de premier accueil et des océans de détresse qu'ils abriteront, soutenus à coups de programmes humanitaires sans âme et sans fin, impuissants à restaurer ou à entretenir l'espoir et la dignité.

Les organisations humanitaires quant à elles ne peuvent ni se résoudre à devenir les auxiliaires d'une politique de fermeté généralisée, ni se contenter de raisonner en termes opérationnels et en adaptations organisationnelles ou techniques. Elles se doivent de continuer d'agir au nom des principes qui fondent leur action, afin de permettre aux migrants un accès digne à l'aide à laquelle ils ont droit, de susciter l'envie d'aider et d'apaiser les craintes face aux contre-vérités. Pour toucher les cœurs et la raison de l'opinion, elles se doivent d'expliquer sans relâche les réalités diverses que fuient les migrants, dire qui ils sont et expliquer pourquoi ils prennent de tels risques. Et chaque fois qu'elles sont en mesure de le faire, elles doivent enfin oser s'impliquer dans les initiatives propices à la résolution des conflits.

Déchirer l'écran de la peur de l'autre auquel est trop complaisamment donné le visage d'une religion, d'une menace terroriste ou de simples profiteurs, suppose de mener la bataille de l'opinion, de susciter l'empathie plus que la compassion, de faire prendre conscience que pour tout être humain attaché à sa terre, à sa culture et à ses racines, la fuite éperdue est toujours le dernier choix. Le rôle des acteurs humanitaires est donc aussi de rappeler bruyamment et sans naïveté le droit de chaque être humain à exister, à être secouru et protégé, à partir vers l'inconnu plutôt que de rester là où il est né, quand le salut est synonyme d'un exil.

La force de persuasion des peurs entretenues produit des solutions simplistes et radicales, dont l'histoire nous enseigne qu'elles ajoutent le chaos à la crise, la guerre à la misère. Praticiens de l'aide et chercheurs ont ici un espace de responsabilité et de collaboration unique pour objectiver et rationaliser l'importance et les voies d'une solidarité élémentaire et d'une fraternité inconditionnelle, marqueurs d'un choix de société et de civilisation. Le regard des peuples d'accueil peut être changé par la compréhension des phénomènes migratoires et ce qui les motive ; par la connaissance du récit de celles et ceux qui se sont résolus à franchir des frontières vers l'inconnu et un étranger redouté hostile. En joignant l'autorité de leur expérience et de leurs compétences respectives, dans une démarche pédagogique essentielle, acteurs de terrain et académiques peuvent ébranler la tentation de simplification qui nourrit l'incompréhension collective et le rejet. Peser sur les politiques, conscientiser les médias, et inviter les citoyens à penser le futur pour retrouver le sens de l'altérité.

L'humanité sera demain au pied du mur et les pays les plus riches n'ont plus le luxe de l'indifférence. Des « états généraux de la condition humaine des personnes en mouvement » seraient une initiative salutaire. Il n'y aura pas de sécurité sans solidarité et une ambition nouvelle

## HUMANITARIAN ALTERNATIVES

est indispensable, fondée sur un partage plus équitable des richesses – facteur de stabilité, de cohésion sociale et de paix – auquel nous invite une meilleure compréhension de l’interdépendance des pays et des peuples. N’ayant pas su prévenir, l’humanité doit désormais assumer le devoir de solidarité. Cela prendra du temps, créera de l’inconfort et une certaine insécurité initiale mais le repli sur soi serait de l’aveuglement. Les prolongements positifs d’une solidarité assumée seront en revanche bien réels et doivent être mis en lumière, afin que les sociétés d’accueil puissent vivre en paix avec elles-mêmes.



De gauche à droite : Benoît Miribel, président du Centre Français des Fonds et Fondations et président d'honneur d'Action Contre la Faim ; Fabienne Lassalle, directrice générale adjointe de SOS Méditerranée ; Bernard Kouchner ancien ministre et co-fondateur de Médecins Sans Frontières et Médecins du Monde ; Boris Martin rédacteur en chef de *Alternatives Humanitaires* ; Geneviève Jacques, présidente de la Cimade ; Ralf H. W. Gruenert, représentant en France du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR) et Amal Abou El Ghayt, responsable du plaidoyer au Secours Islamique France.

Le 7 septembre 2016, dans le cadre du 9<sup>e</sup> Forum Mondial Convergences ([www.convergences.org](http://www.convergences.org)), *Alternatives Humanitaires* co-organisait son premier débat public sur le thème « Face aux migrations contraintes, l’humanitaire comme substitut aux défaillances politiques ? ».

Animée par Boris Martin, rédacteur en chef de la revue, la conférence rassemblait à Paris un panel composé de dirigeants d’ONG françaises, du représentant en France du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (UNHCR) et du président du Centre français des Fonds et Fondations, tous mobilisés pour la défense des droits des migrants.

Bernard Kouchner, ancien ministre des Affaires étrangères et européennes (2007-2010) et co-fondateur de Médecins Sans Frontières et Médecins du Monde, accepta d’en être le Grand Témoin, déclarant notamment que l’important était de « lutter contre cette extraordinaire vague

de racisme, de nationalisme et de catastrophisme. C'est ça qui fait que les politiques, parce qu'ils ont peur du FN, pour les élections qui arrivent, ont construit cette méfiance ; en tout cas, [ils] n'ont pas participé d'un mouvement d'accueil et d'élémentaire solidarité pour ceux qui venaient sur notre territoire et ils n'étaient pas nombreux» et que si « l'État doit donner de l'argent et des moyens, [...] c'est à la solidarité [...] de proximité, humaine, familiale, qu'il faut faire appel. »

Pour voir le film intégral de ce débat, rendez-vous sur :  
<https://www.youtube.com/watch?v=bH50zrnOgks>

*Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires.*

*Pour citer cet article : Serge Breysse, Jean-Baptiste Richardier, «Migrations contraintes : une nécessaire humanité », Alternatives Humanitaires, n° 3, novembre 2016, p. 3-11, <http://alternatives-humanitaires.org/fr/2016/11/22/migrations-contraintes-une-necessaire-humanite/>*

*ISBN de l'article PDF : 978-2-37704-107-7*